

## Manifestation « Collectif Paix Palestine » du 19 Avril

Nous le savons tous, le bilan humain, hommes femmes et enfants morts, blessés, mutilés à Gaza est apocalyptique. Gaza étant interdit aux journalistes du monde entier, les informations et reportages essentiels dont nous disposons sont le fruit du travail héroïque des journalistes palestiniens/nes.

Parmi eux, Fatima Hassouna. C'était une photojournaliste palestinienne et son documentaire vient d'être sélectionné pour le prochain festival de Cannes. Elle avait 25 ans et documentait le quotidien tragique des gazaouis. Délibérément, elle et toute sa famille ont été tués mercredi dans le bombardement de leur maison à Gaza. Pour sa volonté d'informer, pour son devoir de vérité et pour son espoir de liberté, Fatima a malheureusement payé le prix de la vie. Quel courage !!!

Nous aurions pu parler aussi d'Ahmed Mansour, Hilmi al-Faqaawi, Hossam Shabat, Shireen Abu Akleh qui reposent parmi d'autres confrères/consoeurs dans le cimetière à ciel ouvert qu'est devenue la bande de Gaza. Ils risquent leur vie et sont tués en bravant le blocus médiatique imposé par Israël depuis le 7 octobre 2023. **Selon *Le Monde*, environ 200 journalistes** ont été tués depuis le déclenchement de l'offensive israélienne, pulvérisant les tristes records auparavant identifiés dans les différents conflits du monde.

**Forbidden Stories**, réseau international de journalistes qui enquête sur l'entrave et l'élimination des journalistes dans le monde, confirment ce que nous devinons depuis le début. Ceux qui veulent montrer l'horreur du quotidien à Gaza sont ciblés et machiavéliquement assassinés par les snipers, les drones ou par les bombardements de l'armée israélienne.

C'est cet état là que défendent sans honte les complices de l'horreur, qu'ils soient politiciens, journalistes muets ou autres rédacteurs de tribune appelant à condamner l'antisionisme (Elisabeth Badinter, Aurore Bergé et François Hollande entre autres)

**Le 17 Avril** est la journée internationale de solidarité avec les prisonniers politiques palestiniens. Nous pensons aussi particulièrement à eux aujourd'hui.

La politique israélienne d'arrestations massives, d'emprisonnement de la population palestinienne est utilisée de manière systémique par Israël. Plus de 16 400 arrestations ont eu lieu depuis le 7 octobre 2023, dont plus de 1 300 enfants et 510 femmes.

A ce jour, 1/3 des 10000 Palestiniens détenus dans les prisons israéliennes le sont en détention administrative, renouvelable sans limite. Hommes, femmes, enfants sont ainsi retenus, sans qu'aucune charge, aucune preuve ne soit identifiées.

**Depuis octobre 2023, 63 prisonniers sont morts en détention, dont un mineur de 17 ans.** Ils sont morts suite à des tortures, des attaques de gardiens, l'absence de nourriture correcte et

suffisante, l'absence d'hygiène et de soins médicaux, ou suite à des blessures subies lors des arrestations.

Les témoignages de prisonniers et prisonnières libéré·es relatent l'indicible. Visites interdites, tortures physiques et psychologiques, nourriture répugnante en quantité misérable servie à même le sol, surpopulation carcérale, absence totale d'hygiène et de soins. Ces hommes, ces femmes, ces enfants, dont Israël nie l'existence subissent aussi des violences sexuelles et des humiliations permanentes pour les priver de toute humanité.

Ces conditions de détention inhumaines et dégradantes sont une fois de plus une violation flagrante du droit de la guerre et du droit international humanitaire, s'ajoutant ainsi au chapelet d'infractions et de crimes les plus abjects qu'a déjà commis le gouvernement israélien.

C'est cet **ETAT EXPANSIONNISTE, FACHISTE et SUPREMACISTE** que défendent encore certains, un état qui sème la terreur, un état qui ne veut pas la paix. C'est cet **ETAT CRIMINEL ET TERRORISTE** que nous dénonçons sans relâche et que nous appelons à sanctionner encore aujourd'hui.